

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 20 janvier 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant exécution de l'ordonnance relative à l'euro en matière de communication au public de données administratives pour la période transitoire", a donné le 23 février 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 januari 2000 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot uitvoering van de ordonnantie betreffende de euro inzake de communicatie van administratieve gegevens aan de burger tijdens de overgangsfase", heeft op 23 februari 2000 het volgende advies gegeven :

Observation générale

L'arrêté en projet trouve principalement son fondement dans l'article 5, alinéa 1er, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 mars 1999 relative à l'euro. Certaines dispositions exécutent, par ailleurs, les articles 3 et 4 de l'ordonnance précitée. Or, à l'article 6 de celle-ci, il est précisé que :

"Le Gouvernement de Bruxelles-Capitale détermine la date à laquelle chacun des articles de la présente ordonnance entre en vigueur (...).".

Cependant, aucun arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n'a encore, à ce jour, déterminé l'entrée en vigueur des articles de cette ordonnance. Par conséquent, l'arrêté en projet ne pourra entrer en vigueur que lorsque les articles 3, 4 et 5 de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro seront eux-mêmes entrés en vigueur. A cette fin, il est proposé de fusionner le présent projet d'arrêté avec le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant exécution de l'ordonnance relative à l'euro en matière de calculs internes aux administrations pour la période transitoire" (L. 29.805/2) et le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant exécution de l'ordonnance relative à l'euro en matière d'adaptation des formulaires fiscaux pour la période transitoire" (L. 29.806/2) en un seul arrêté dans lequel il convient d'insérer un article fixant l'entrée en vigueur des dispositions de l'ordonnance précitée. Cette fusion est d'autant plus utile qu'un lien étroit unit, d'une part, les arti-

.../...

cles 5, 6 et 8 du présent projet d'arrêté et, d'autre part, les dispositions du projet d'arrêté L. 29.806/2 précité.

Observations particulières

Intitulé

Dans l'intitulé de l'arrêté en projet, il est mentionné qu'il ne vaut que pour la période transitoire. L'intitulé n'a cependant aucune portée normative.

Si l'intention de l'auteur est de limiter effectivement l'application dans le temps de l'arrêté en projet, il convient de traduire cette intention dans une disposition du dispositif (1).

Dans la perspective d'une fusion des trois arrêtés en projet en un seul arrêté, il est proposé de lui donner l'intitulé suivant :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction de l'euro.".

(1) Ainsi, il pourrait être précisé que les articles 2, 4 et 7 cessent de produire leurs effets le 31 décembre 2001.

Préambule

Le préambule doit être adapté comme suit :

"Vu le Règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro, notamment les articles 3 à 5;

Vu le Règlement (CE) n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, notamment les articles 5 à 9;

Vu l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro, notamment les articles 3 et 5;

Vu la délibération du Gouvernement le 16 décembre 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le (date), en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 1er

1. Les définitions énoncées aux 1° et 2° sont inutiles et doivent, dès lors, être omises.

.../...

2. Les organismes d'intérêt public énumérés dans le 4° correspondent à l'ensemble des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et appartenant à la catégorie A ou B. Leur énumération est, dès lors, inutile.

3. De manière plus générale, il est proposé de grouper les définitions énoncées sous les 3°, 4° et 5° sous leur dénominateur commun "l'administration régionale", définie comme "les services du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que les services des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et appartenant à la catégorie A ou B".

4. En ce qui concerne le 8°, la définition du "formulaire" doit être précisée de la manière suivante :

"8° formulaire : document à compléter par l'administré."

Article 2

L'obligation d'indiquer, lors de leur affichage et de leur publication, les prix et tarifs en francs belges et en euros est déjà énoncée à l'article 3 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 mars 1999 relative à l'euro. Il n'y a pas lieu de rappeler cette obligation dans

.../...

l'arrêté en projet. C'est pourquoi, de l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger l'article 2 comme suit :

"Art. 2. Lors de l'affichage et de la publication de ses prix et tarifs en francs belges et en euros, l'administration régionale indique les montants en euros entre parenthèses.".

Article 4

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. A l'exception des formulaires, les montants mentionnés dans les documents établis par l'administration régionale à l'intention du public, sont exprimés en francs belges et en euros, les montants en euros étant mis entre parenthèses.".

Article 5

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. Hormis les cas où les administrés peuvent choisir de compléter les formulaires de l'administration régionale en francs belges ou en euros, les montants mentionnés dans les formulaires de l'administration régionale sont exprimés uniquement en francs belges.".

.../...

Article 6

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Lorsque les administrés peuvent choisir de compléter les formulaires de l'administration régionale en francs belges ou en euros, les règles suivantes sont applicables :

- 1° le choix de l'unité monétaire est indiqué de manière incontestable sur chaque formulaire;
- 2° l'unité monétaire choisie est utilisée de façon uniforme dans le formulaire pour l'ensemble des montants, postes et rubriques;
- 3° le choix en faveur de l'euro est irrévocable; il vaut pour tous les formulaires suivant un premier formulaire complété en euros dans une même matière;
- 4° l'utilisation des règles légales de conversion et d'arrondi lors de la conversion d'un montant."

Article 7

1. La rédaction de l'alinéa 1er doit être adaptée pour tenir compte des modifications apportées aux définitions énoncées à l'article 1er de l'arrêté en projet.

.../...

2. Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, les termes "textes réglementaires" désignent tout texte publié au Moniteur belge. Sont donc visées, entre autres, tant les normes régionales que les normes fédérales ou communautaires. On écrira donc :

"... de textes normatifs contenant des montants ...".

3. De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'alinéa 1er ne s'applique pas aux formulaires de l'administration régionale qui ne peuvent être complétés qu'en francs belges.".

Article 8

De l'accord du fonctionnaire délégué, il convient de remplacer les mots "libeller les formulaires qui émanent du Ministère ou d'un organisme d'intérêt public" par les mots "compléter les formulaires de l'administration régionale".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations formulées dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerking

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt hoofdzakelijk ontleend aan artikel 5, eerste lid, van de ordonnantie van 11 maart 1999 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de euro. Sommige bepalingen voeren overigens de artikelen 3 en 4 van de voornoemde ordonnantie uit. Artikel 6 van die ordonnantie bepaalt evenwel het volgende :

"De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de datum waarop elk van de artikelen van deze ordonnantie in werking treedt (...).".

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft echter vooralsnog nog geen besluit uitgevaardigd waarbij de inwerkingtreding van de artikelen van die ordonnantie geregeld wordt. Bijgevolg kan het ontworpen besluit pas in werking treden als de artikelen 3, 4 en 5 van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro zelf in werking zijn getreden. Daarom wordt voorgesteld het onderhavige ontwerp-besluit samen te voegen met het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot uitvoering van de ordonnantie betreffende de euro inzake de interne berekeningen binnen de administratie voor de overgangsperiode" (L. 29.805/2) en het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot uitvoering van de ordonnantie betreffende de euro inzake de aanpassing van de fiscale formulieren voor de overgangsfase" (L. 29.806/2) en er één besluit van te maken, waarin een artikel moet worden opgenomen waarbij de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de voornoemde ordonnantie bepaald wordt. Die

.../...

samenvoeging is des te nuttiger, daar er een nauw verband bestaat tussen enerzijds de artikelen 5, 6 en 8 van het onderhavige ontwerpbesluit en anderzijds de bepalingen van het voornoemde ontwerpbesluit L. 29.806/2.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

In het opschrift van het ontworpen besluit staat dat het besluit alleen tijdens de overgangsfase geldt. Het opschrift heeft evenwel geen regelgevende kracht.

Als de indiener de toepassing van het ontworpen besluit werkelijk in de tijd wil beperken, moet hij dat in een bepaling van het dispositief vermelden (1).

Als de drie ontworpen besluiten in één enkel besluit worden samengevoegd, wordt voorgesteld het opschrift van dat besluit als volgt te stellen :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de invoering van de euro".

(1) Zo zou kunnen worden bepaald dat de artikelen 2, 4 en 7 op 31 december 2001 buiten werking treden.

Aanhef

De aanhef dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op Verordening (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro, inzonderheid op de artikelen 3 tot 5;

Gelet op Verordening (EG) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro, inzonderheid op de artikelen 5 tot 9;

Gelet op de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro, inzonderheid op de artikelen 3 en 5;

Gelet op het besluit van de Regering van 16 december 1999 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op ... (datum), met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Dispositief

Artikel 1

1. De definities in de onderdelen 1° en 2° zijn overbodig en behoren dus te vervallen.

.../...

2. De instellingen van openbaar nut opgesomd in onderdeel 4° stemmen overeen met de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die vermeld zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die tot categorie A of B behoren. Het is dus onnodig die op te sommen.

3. Meer algemeen wordt voorgesteld de definities onder 3°, 4° en 5° onder één noemer "gewestelijke overheid" te brengen en die te omschrijven als "de diensten van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook de diensten van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest genoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die tot categorie A of B behoren".

4. In 8° moet de definitie van het begrip "formulier" als volgt worden verduidelijkt :

"8° formulier : een stuk dat door de burger moet worden ingevuld.".

Artikel 2

De verplichting om prijzen en tarieven zowel in Belgische frank als in euro te afficheren en te publiceren,

.../...

is al vervat in artikel 3 van de ordonnantie van 11 maart 1999 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de euro. Er is geen reden om die verplichting nog eens in het ontworpen besluit te herhalen. Daarom wordt in overleg met de gemachtigde ambtenaar voorgesteld artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 2. Bij het afficheren en publiceren van prijzen en tarieven in Belgische frank en in euro, plaatst de gewestelijke overheid de bedragen in euro tussen haakjes.".

Artikel 4

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dit artikel beter als volgt zou worden gesteld :

"Art. 4. In stukken van de gewestelijke overheid die voor het publiek bestemd zijn, met uitzondering van formulieren, worden bedragen in Belgische frank en in euro aangegeven, waarbij de bedragen in euro tussen haakjes worden geplaatst.".

Artikel 5

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dit artikel beter als volgt zou worden gesteld :

"Art. 5. Behalve in de gevallen dat de burger kan kiezen of bedragen op formulieren van de gewestelijke overheid in

.../...

Belgische frank of in euro worden aangegeven, worden bedragen op formulieren van de gewestelijke overheid alleen in Belgische frank vermeld.".

Artikel 6

Dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 6. Wanneer de burger kan kiezen of bedragen op formulieren van de gewestelijke overheid in Belgische frank of in euro worden aangegeven, gelden de volgende regels :

- 1° op elk formulier wordt op onbetwistbare wijze vermeld welke munteenheid wordt gekozen;
- 2° de gekozen munteenheid wordt gebruikt voor alle bedragen, posten en rubrieken op het formulier;
- 3° de keuze voor de euro is onherroepelijk; zodra een formulier in euro is ingevuld, geldt deze munteenheid voor alle daaropvolgende formulieren over eenzelfde aangelegenheid;
- 4° bij het omzetten van een bedrag worden de wettelijke omzettings- en afrondingsregels toegepast.".

.../...

Artikel 7

1. De redactie van het eerste lid moet zo worden aangepast dat rekening wordt gehouden met de wijzigingen die zijn aangebracht in de definities genoemd in artikel 1 van het ontworpen besluit.

2. Volgens inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, slaan de woorden "reglementaire teksten" op alle teksten die in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt. Daarmee worden dus onder meer zowel de bepalingen van de gewestelijke overheid als die van de federale overheid of van de gemeenschappen bedoeld. Men schrijve dus :

"... van regelgevende teksten die bedragen bevatten ...".

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het tweede lid beter als volgt zou worden gesteld :

"Het eerste lid geldt niet voor formulieren van de gewestelijke overheid die alleen in Belgische frank kunnen worden ingevuld.".

Artikel 8

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "de formulieren die van het Ministerie of van een

.../...

instelling van openbaar nut afkomstig zijn" moeten worden vervangen door de woorden "de formulieren van de gewestelijke overheid".

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen zou beter verzorgd kunnen worden. Zo blijkt de term "rechts-onderhorige" niet gangbaar te zijn, zou het beter zijn "in Belgische frank" te schrijven in plaats van "in Belgische franken", wordt in artikel 8 ten onrechte de onvoltooid verleden tijd van het passivum gebruikt in plaats van de voltooid tegenwoordige tijd en is het niet gebruikelijk om in termen die uit twee woorden bestaan alleen het eerste met een hoofdletter te schrijven, zoals "Lokale besturen" en "Wetenschappelijk onderzoek".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur
chef de section. La note du Bureau
de coordination a été rédigée et
exposée par M. P. BROUWERS,
référéndaire.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. J. REGNIER,
eerste auditeur-afdelingshoofd.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS